

De nouveaux chercheurs se joignent au CEETUM

Le printemps 2003 s'est révélé comme étant une période des plus actives et des plus importantes de l'histoire du Centre d'études ethniques des universités montréalaises. Le succès des activités scientifiques tenues au CEETUM, la nomination de plusieurs nouveaux membres et l'obtention d'importantes subventions de recherche confirment la croissance que connaît le CEETUM depuis l'obtention de sa subvention d'infrastructure FCAR-Centre.

Déjà en février dernier, la tenue du Colloque CEETUM 2003 sur le racisme et la discrimination laissait entrevoir une saison exceptionnelle pour ses membres. Le colloque *Racisme et discrimination : les tensions et les défis d'une société plurielle*, organisé par le CEETUM en collaboration avec Immigration et métropoles, a offert l'occasion aux membres des deux centres de clarifier les enjeux et les défis posés par le racisme, notamment dans les secteurs de l'emploi, de l'éducation et de l'aménagement des lieux de culte. Les communications présentées lors de ce colloque feront l'objet d'une publication à l'automne 2003. Conjointement à cet événement se tenait le 5^e Colloque pour étudiant(e)s et jeunes diplômés, qui a donné lieu à des présentations de haute qualité de la part de la relève en études ethniques. Les nombreux séminaires et conférences scientifiques organisés par le Centre et ses composantes depuis le début de l'année ont démontré la richesse des problématiques et des approches propres aux études ethniques. Ce numéro de *Convergences* fait d'ailleurs une large place aux comptes rendus de ces activités.

Le CEETUM accueille 11 nouveaux chercheurs

Bien que le caractère interuniversitaire du CEETUM se soit imposé au fil des nombreuses activités scientifiques, qu'il a contribué à organi-

ser au cours des dernières années, les mois passés auront néanmoins permis à notre Centre d'élargir ses bases de manière radicale, tant au niveau du nombre des chercheurs affiliés et des disciplines représentées que de son affiliation institutionnelle. En effet, le CEETUM compte désormais 26 chercheurs membres réguliers et associés, suite à la nomination de 11 nouveaux membres. Françoise Armand, professeure agrégée au département de didactique de l'Université de Montréal et directrice du Centre d'excellence Immigration et métropoles, fut la première chercheuse à se joindre au CEETUM depuis l'obtention de la subvention FCAR-Centre en juin 2000. Sa nomination, en plus de confirmer la nette volonté du CEETUM de continuer à tisser des liens étroits de collaboration avec Immigration et métropoles, vient grandement accroître l'expertise du Centre en didactique du français pour les non-francophones. En plus de Mme Armand, une dizaine de chercheurs, chercheurs senior ou professeurs en début de carrière et aux dossiers prometteurs, tous spécialistes en relations ethniques ont été nommés membres du CEETUM. Ainsi, Anita Gagnon (McGill School of Nursing, McGill), Fasal Kanouté (Psychopédagogie et andragogie, UdeM), Micheline Milot (Sociologie, UQAM), Michèle Vatz-Laaroussi (Service social, Sherbrooke), Marie Nathalie LeBlanc (Sociology and Anthropology, Concordia), Nicole Carignan (Sciences de l'éducation, (UQAM), Jacqueline Oxman-Martinez (School of Applied

(suite à la page 15)

Danielle Juteau reçoit le Prix de la Fondation Trudeau

Danielle Juteau, titulaire de la Chaire en relations ethniques depuis son établissement et dont le troisième et dernier mandat se terminait en mai 2003 (v. l'article plus bas) a obtenu une bourse de recherche de la Fondation Trudeau. Mme Juteau est l'une des quatre premières récipiendaires de ce prix, d'une valeur de 50 000\$ par année plus allocations pendant trois ans. Les Prix de Recherche de la Fondation Trudeau visent à « encourager les grands penseurs qui s'illustrent dans les différentes disciplines des sciences humaines et des sciences sociales ».

Dans ce numéro:

- L'éducation et les relations entre francophones et anglophones au Québec, p. 2
- Bilan exceptionnel de Danielle Juteau à la Chaire en relations ethniques, p. 3
- Nouveaux chantiers, p. 3
- 5e Colloque pour étudiant(e)s et jeunes diplômé(e)s, p. 5
- Les conférences du CEETUM, p. 6
- Publications par nos membres, p. 12
- Thèses et mémoires, p. 13

L'éducation et les relations entre francophones et anglophones au Québec

Vendredi le 30 mai dernier, le Groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation (GREAPE) accueillait à l'Université de Montréal plus de 75 personnes provenant des milieux scolaire, universitaire et communautaire, à l'occasion d'une journée de réflexion portant sur le rôle de l'éducation dans les relations entre francophones et anglophones au Québec.

Le GREAPE mène, en effet, depuis deux ans, un vaste programme de recherche dans ce domaine. Dans le contexte de restructuration scolaire et de redéfinition des identités, il apparaissait important d'examiner cette

Selon les recherches de William Smith, les « deux solitudes » sont une réalité bien établie au plan scolaire.

thématique peu abordée au sein des deux communautés, davantage préoccupées de leurs rapports respectifs avec la diversité issue de l'immigration. Le programme, soutenu par le FORSC, le CRSH et le Ministère du Patrimoine canadien, comporte plusieurs sous-projets dont certains ont déjà donné lieu à des productions diverses alors que d'autres sont en cours. À mi-étape du programme, il semblait intéressant de partager avec un public plus large les résultats préliminaires de ces travaux et surtout d'amorcer une réflexion commune quant à leurs incidences potentielles au plan social et scolaire. Marie Mc Andrew, directrice du GREAPE et professeure à l'Université de Montréal, a présenté un bilan statistique de la traversée des frontières scolaires par les francophones et les anglophones au Québec. Elle a montré, entre autres, à quel point, au-delà des discours normatifs et des encadrements juridiques qui favorisent la coexistence de deux systèmes relativement homogènes, la réalité est plus complexe sur le terrain, caractérisé par la présence non négligeable, notamment à Montréal, d'écoles mixtes au plan linguistique (francophone-anglophone).

La perception des administrateurs scolaires quant à l'étendue des contacts

et à la compréhension mutuelle dans le contexte de la réforme nous fut présentée par William Smith, chercheur de l'Université McGill. Les résultats indiquent qu'il semble y avoir eu peu de changements, mis à part une légère décroissance des contacts entre les deux communautés, suite à la déconfessionnalisation des commissions scolaires. Les « deux solitudes » sont donc une réalité bien établie au plan scolaire. De plus, même si la plupart des administrateurs (90%) croient en l'importance des relations entre francophones et anglophones, la moitié seulement considère que le système éducatif en fait assez à cet égard.

Les deux présentations de l'après-midi ne visaient pas précisément à exposer des résultats de recherche, mais plutôt à informer les participants de deux recherches en cours. Patricia Lamarre, professeure à l'Université de Montréal, a d'abord parlé d'un projet, amorcé dans deux écoles mais qui doit en couvrir cinq, portant sur les caractéristiques, motivations et expériences des parents et des élèves qui décident de franchir la barrière ethnolinguistique. Elle s'intéresse notamment, à cet égard, au

Des étudiants en formation des maîtres de l'Université de Montréal et de McGill participent à un projet de jumelage visant à créer des espaces de collaboration entre futurs maîtres des deux groupes linguistiques.

phénomène des mariages mixtes et aux types d'identité complexe que peuvent développer certains élèves qu'on pourrait nommer les « franglophones ». Michel Pagé, professeur à l'Université de Montréal, a ensuite brièvement exposé le cadre théorique et méthodologique d'un projet en cours portant sur les initiatives de rapprochement entre anglophones et francophones dans les loisirs et autres activités à l'extérieur de l'école.

La dernière présentation de la journée a enfin réuni des étudiants au baccalauréat en formation des maîtres de l'Université de Montréal et de l'Université McGill participant à un projet de jumelage visant à créer des espaces de collaboration entre futurs maîtres des deux groupes linguistiques. En plus de son

apport théorique éventuel, ce projet, sous la responsabilité de Jackie Kirk et Claudia Mitchell de l'Université McGill et Benoît Côté de l'Université de Montréal, a notamment permis de développer cinq projets pédagogiques portant sur les relations entre francophones et anglophones.

Finalement, en guise de synthèse et conclusion, les deux présidents d'honneur, Gretta Chambers, présidente de la Commission de l'éducation en langue anglaise, et Jean-Pierre Proulx, président du Conseil supérieur de l'éducation, ont partagé leurs réflexions relatives aux présentations et débats de la journée.

Ce séminaire, qui a permis la création d'un réseau d'intérêt, aura aussi été l'occasion de réunir des représentants des deux groupes linguistiques intéressés à explorer davantage le thème du rapprochement entre ces communautés. Les perspectives futures s'annoncent certainement intéressantes!

Murielle Swift
Marie-Hélène Chastenay
GREAPE

Nominations

Marie McAndrew, professeure titulaire au département d'administration de l'éducation et fondements de l'éducation a été nommée titulaire de la Chaire en relations ethniques; elle rentrera en poste en juin 2003 et fera connaître son programme de recherche au cours des prochains mois. Par ailleurs, Marie McAndrew et Khatoune Témisjian, coordonnatrice du Centre de langues patrimoniales, ont été nommées membres du nouveau Conseil interculturel de Montréal. Le Conseil, mis sur pied récemment, est composé de quinze membres ayant été choisis parmi quelque 300 candidats. Le mandat du Conseil est de donner « des avis au conseil municipal et au comité exécutif de la Ville de Montréal sur les services et les politiques à mettre en oeuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des membres des communautés ethnoculturelles à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la ville ».

Bilan exceptionnel de Danielle Juteau à la Chaire en relations ethniques

Au terme de son troisième mandat comme titulaire de la Chaire en relations ethniques, Danielle Juteau quitte cette fonction pour se consacrer plus intensément à une vaste recherche portant sur la sociologie des relations ethniques dans le système-monde. Sous sa direction, la Chaire a œuvré à l'élaboration de problématiques de recherche et à la constitution d'un cadre institutionnel favorable à leur épanouissement. Comme titulaire, Madame Juteau a notamment contribué à la production, au partage et à la diffusion de connaissances, autant par ses travaux de recherche auxquels ont été intégrés les étudiants membres de l'équipe de la Chaire, que par son implication dans les milieux scientifiques canadiens et européens. Ancrés dans les débats théoriques et politiques qui rejoignent autant le milieu universitaire local et international que le milieu gouvernemental, ses travaux sur des questions liées à l'ethnicité et à la nation, à la citoyenneté et au pluralisme aux rapports majoritaires/minoritaires, et aux rapports de sexe-genre, ont donné lieu à de nombreuses publications et communications.

Au cours de son premier mandat, en collaboration avec d'autres chercheurs dont Marie Mc Andrew qui lui succède comme titulaire de la Chaire, Danielle Juteau a notamment assuré le développement du CEETUM dont elle était alors directrice, et dont les activités étaient étroitement liées à celles de la Chaire. Elle a également contribué à la définition de la problématique du GRES, dont elle était aussi directrice, et au développement d'une approche transversale et interdisciplinaire des rapports sociaux ethniques qui a orienté une vaste étude collective du quartier Côte-des-Neiges.

Lors de ses deux autres mandats, la titulaire a poursuivi plus intensément le mandat initial de la Chaire. Parmi ses principales réalisations, soulignons le développement d'une perspective théorique novatrice sur l'ethnicité et les relations ethniques qui a contribué à alimenter la réflexion dans ce champ et l'établissement de réseaux de recherche à l'échelle nationale et internationale. À cela s'ajoutent plusieurs activités d'animation scientifique, dont les colloques *État, nation, multiethnicité et droits à la citoyenneté*, et *Tendances*

sociales, ainsi que l'accueil de nombreux stagiaires doctoraux et post-doctoraux venus d'horizons divers qui ont trouvé à la Chaire et au CEETUM un milieu enrichissant et stimulant.

Au cours de ses trois mandats, la titulaire et son équipe ont réalisé plusieurs recherches dont : l'étude sur les communautés religieuses de femmes au Québec qui propose une nouvelle théorisation des rapports majoritaires/minoritaires; la recherche collective sur l'entrepreneuriat ethnique qui met en évidence l'articulation des rapports entre ethnicité, appartenance de sexe et classe sociale; les études sur la citoyenneté différenciée qui permettent de circonscrire le champ des relations ethniques à partir des processus de différenciation et de hiérarchisation sociales; les travaux sur la construction de l'ethnicité en situation de modernité qui, diffusés dans le volume *L'ethnicité et ses frontières*, proposent une théorisation des rapports sociaux ethniques; l'étude sur la transformation du pluralisme au Québec qui, dans le contexte du regroupement territorial des municipalités de l'île de Montréal, (suite à la page 16)

Danielle Juteau, *La sociologie des relations ethniques dans le système-monde : bilan comparatif, analyse théorique.*

CRSH - Subvention ordinaire de recherche, 2003-2006

Avec cette recherche, l'objectif de Danielle Juteau est de comprendre plus en profondeur la sociologie des relations ethniques. Ce champ, elle le circonscrit aux processus historiques culturellement distincts qui entretiennent une croyance subjective en des ancêtres communs, réels ou putatifs. Elle compte rapporter ce champ aux conditions sociales de sa production et le replacer au sein de diverses traditions sociologiques variant d'un pays à l'autre. La chercheuse compte l'examiner en fonction d'une imbrication progressive, à savoir : la théorisation des relations ethniques à l'intérieur des relations ethniques, les relations ethniques à l'intérieur des frontières nationales et les frontières nationales à l'intérieur du système-monde.

Plusieurs travaux évaluent la théorisation en relations ethniques, sans toutefois en proposer une analyse générative. Or, que se cache-t-il derrière le foisonnement récent de ce champ dans les sociétés de peuplement et d'établissement et sa longue absence, voire son refoulement, au sein des puissances coloniales ? À la lumière des travaux parcourus, une piste apparaît, celle d'un lieu entre la sociologie des relations ethniques et la dynamique ethnique, dans ses dimensions concrètes, comme le colonialisme, et idéelles, comme les idéologies. Une hypothèse générale guidera cette recherche : la théorisation des relations ethniques en sociologie est tributaire des relations entre les pays du système-monde et à l'intérieur de chaque pays. Aussi la place des pays dans le système-monde et leur dynamique ethnique influent-elles sur la manière dont les chercheurs conceptualisent et théorisent les relations ethniques, sur les objets traités et la manière de les aborder.

Le choix du corpus provenant de pays qui occupent des places distinctes dans

le système-monde, trois puissances coloniales (France, Angleterre, Belgique) et trois sociétés d'établissement (Canada, États-Unis, Australie), relève de l'hypothèse générale. La chercheuse entend procéder à une analyse de contenu des productions savantes sélectionnées et à l'analyse de la structuration sémantique de ce contenu.

Grâce à l'examen systématique et comparatif du champ des relations ethniques au sein de divers corpus, Danielle Juteau sera en mesure d'expliquer la constitution de ce champ, d'en confronter l'évolution à l'intérieur des sociologies nationales, et de proposer une théorisation plus globale d'un phénomène qui tient et tiendra une place centrale dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

(suite des Nouveaux Chantiers, page 4)



Fasal Kanouté, *L'insertion sociale en classe d'élèves du primaire issus de l'immigration récente à Montréal, leur profil académique et leur socialisation familiale*
FQRSC - Nouveaux Chercheurs, 2003-2006

Cette recherche est prévue en milieu scolaire montréalais. Elle complétera les études sur la problématique des élèves issus de l'immigration récente en documentant des profils à travers leur insertion sociale à l'école, leurs résultats scolaires, le type de socialisation familiale qu'ils reçoivent et l'articulation de leurs espaces de socialisation. Les résultats contribueront à une compréhension systémique de la situation de ces élèves: profils de réussite, profils à risque au plan scolaire et relationnel, et profils de ceux qui vivent une dissonance trop grande entre les différents espaces de socialisation. Les résultats de la recherche seront utiles à la formation initiale et continue des enseignants et autres intervenants en milieu scolaire (gestion de l'hétérogénéité ethnoculturelle à l'école, analyse systémique des problèmes rencontrés). L'instrumentation se fera ainsi: enquête sociométrique dans quatre classes de 5^e et 6^e année du primaire, observation des interactions sociales à l'école (classe, récréation, dîner, etc.), entrevues avec des élèves d'origine immigrante, avec des intervenants en contact avec eux et avec leurs parents.

Christopher McAll, *Rapports sociaux producteurs de pauvreté et stratégies innovatrices d'intervention*
FQRSC - Recherche innovante, 2003-2006

Ce projet de recherche porte sur les interventions de type communautaire, par le biais desquelles on vise à agir dans les trajectoires de vie de personnes vivant dans la pauvreté et qui cherchent à avoir accès à l'emploi, en adoptant des stratégies innovatrices fondées sur la remise en question des rapports sociaux dominants - notamment ceux marqués par le racisme et la discrimination. Ce type d'action constitue une voie prometteuse dans la lutte contre la pauvreté, dans la mesure où une telle lutte n'a de sens que si elle porte sur les rapports sociaux producteurs de la pauvreté. La prétention des chercheurs dans ce projet est que la vision dominante de la pauvreté, qui cherche à mettre la responsabilité principale sur les personnes elles-mêmes et leurs carences en termes de compétences, de qualifications et de motivations, fait fausse route et peut contribuer à l'échec des stratégies d'intervention proposées, notamment en alimentant les préjugés et les pratiques discriminatoires. L'hypothèse mise de l'avant dans cette recherche est qu'il est possible de donner un nouveau souffle à l'action sur la pauvreté si la condition de pauvreté est conçue dès le départ en lien avec l'univers d'action dont elle est le produit. Les pratiques d'intervention seraient conçues comme s'inscrivant ainsi dans cet univers d'action, plutôt que comme des interventions « sur » ou « auprès de » personnes censées avoir des problèmes.

La recherche sera entreprise par la reconstitution d'une quarantaine de trajectoires de vie de personnes qui (1) demeurent sur le territoire couvert par le CLSC des Faubourgs à Montréal et le CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal et (2) sont inscrites à l'aide sociale (assistance emploi) et sont à la recherche d'un emploi ou ont été inscrites à l'aide sociale à un

moment ou un autre pendant les cinq dernières années et qui sont présentement en emploi, et (3) qui ont participé ou participent actuellement à une mesure ou un projet parrainé par un organisme communautaire et qui vise à les aider sur le plan de leur insertion dans le marché de l'emploi.

Deirdre Meintel, Marie-Nathalie LeBlanc et Josiane LeGall, *Transmission culturelle et identitaire chez les jeunes couples mixtes*
FQRSC - Recherche innovante, 2003-2006

Ce projet concerne les unions mixtes en milieu montréalais, et plus particulièrement la transmission inter-générationnelle des identités et des formes d'appartenance des jeunes parents vers les enfants. Cette recherche s'insère dans le programme plus large du Groupe de Recherche Ethnicité et Société (GRES), centré sur le remaniement des relations inter-groupes à Montréal sous l'impact de la Loi 101 dans le contexte de la mondialisation. Les chercheuses aborderont la mixité en tant que construction sociale, très variable selon le contexte social et historique, et les unions mixtes comme un point de contact interethnique important et un phénomène clé pour comprendre l'enjeu des identités et leur transmission au niveau de la société.

Pour cette recherche, les chercheurs comptent mener des entrevues dirigées avec 60 à 80 individus de 35 ans et moins répartis, en trois groupes : 1) 20 cas d'unions entre Franco-québécois et immigrants ; 2) 20 cas d'unions entre Franco-québécois et partenaires issus d'un autre milieu ethnique mais nés au Québec; 3) 20 à 40 cas d'unions entre des individus nés à Montréal qui sont issus de différents milieux ethniques.

Avec ce projet, Meintel, LeBlanc et LeGall visent 1) à approfondir le caractère de ces projets identitaires et leur variation selon le type d'union mixte; 2) à documenter les diverses stratégies élaborées pour mettre ces projets en œuvre; 3) à mieux saisir le poids des réseaux familiaux dans la transmission culturelle et identitaire; 4) à approfondir les analyses quant à l'idéologie qui englobe les projets identitaires des parents en union mixte, tout en cernant la spécificité du contexte montréalais ainsi que les conditions macrosociales pertinentes.

Micheline Milot, *Religions minoritaires, droits et citoyenneté*
CRSH - Subvention ordinaire de recherche, 2003-2006

Ce projet vise à cerner l'évolution des rapports entre l'État, la société civile et les religions minoritaires, dans ce qu'elle implique sur le plan des conceptions de la citoyenneté et l'interprétation du droit public en matière de liberté de conscience et de religion. La recherche adopte une perspective comparative, s'inscrivant au sein d'un projet international de comparaison scientifique portant sur les relations entre les Églises, le droit et les États, mené par un laboratoire du Centre National de la recherche scientifique (Paris), le Groupe de sociologie des religions et de la laïcité, composé d'une équipe de professeurs et chercheurs de l'École Pratique des Hautes

(suite page 15)

5^e Colloque pour étudiant(e)s et jeunes diplômé(e)s 27 février 2003

Nouveaux regards sur la société pluriethnique

Les étudiant(e)s et jeunes chercheur(e)s en études ethniques avaient l'embarras du choix lors du 5^e Colloque, dont le programme comportait huit ateliers thématiques. L'atelier ci-dessous, qui s'intitulait *Identité et citoyenneté dans l'espace public*, a suscité un vif intérêt chez les participants.



Les colloques étudiants du CEETUM sont l'occasion idéale pour tisser des liens et établir des contacts. Cette année, des étudiants provenant d'une douzaine d'universités canadiennes et françaises ont participé à notre colloque. Ci-dessus, Ada Maxwell, étudiante à la maîtrise au département d'anthropologie de l'Université de Toronto et Xiang Cui, étudiante à la maîtrise au département d'histoire de l'Université Saint Mary's (Halifax).



Pour continuer les débats entamés en atelier ou en attendant d'assister à la conférence de clôture, quoi de mieux qu'un petit goûter offert par la maison !



Un tel événement est très bénéfique pour les étudiants et assistants de recherche du CEETUM, qui y voient souvent une première occasion de présenter publiquement leur recherche.



Alkistis Fleischer, candidate au doctorat en linguistique à l'Université Georgetown, à Washington, et stagiaire invitée par Deirdre Meintel, professeure au département d'anthropologie de l'Université de Montréal et membre du CEETUM, s'est vue confier l'organisation du 5^e Colloque pour étudiant(e)s et jeunes diplômé(e)s. Elle est accompagnée sur la photo de Jean Renaud, directeur du CEETUM.



Diversité culturelle, clivage linguistique et représentation politique : le cas de Bruxelles

Hassan Bousetta, Université Catholique de Louvain -
Université Catholique de Bruxelles
6 février 2003

Dans le cadre d'une conférence organisée par le Volet 5 *Citoyenneté, culture et climat social* en collaboration avec le Volet 2 *Vie de quartier, trajectoires résidentielles, réseaux sociaux et gestion des équipements collectifs* et le Centre d'études ethniques des universités montréalaises,

Selon l'hypothèse du chercheur, il existe en Belgique un électorat de tenants de l'idéologie anti-raciste qui votent pour des candidats dont les noms ont une consonance étrangère afin de contrer la montée de l'extrême droite.

Immigration et Métropoles a accueilli Hassan Bousetta, chercheur boursier des Universités catholiques de Louvain et de Bruxelles.

M. Bousetta a présenté Bruxelles du point de vue historique, démographique, politique et linguistique afin de mettre en contexte les résultats de ses recherches portant sur la représentation politique des minorités ethniques et les enjeux qui y sont associés.

La description du contexte historico-linguistique bruxellois a permis aux auditeurs d'apprendre que cette ville, essentiellement flamande au 19^e siècle, s'est depuis francisée pour devenir une enclave linguistique francophone dans un espace néerlandophone.

Au plan politique, Bruxelles dépend de multiples paliers gouvernementaux, parmi lesquels les paliers régionaux et communaux ont connu les plus grandes mutations, suite à la forte décentralisation politique qu'a connue la Belgique au cours du 20^e siècle. Ces paliers sont devenus des lieux de débats et d'enjeux considérables. C'est sur l'état de la représentation politique des minorités ethniques à ces deux paliers gouvernementaux que s'est concentré l'exposé du conférencier.

Depuis les années 80, alors que l'extrême droite a connu une montée en puissance considérable, la représentation numérique des minorités ethniques a connu une nette augmentation aux niveaux régional et communal. En présentant les données d'élections de 1999 et 2000, le chercheur a souligné que cette double tendance se maintenait. En particulier, tandis que l'extrême droite gagne du terrain, parmi les élus belges d'origine non européenne, ceux d'origine marocaine sont manifestement sur-représentés et le sont d'ailleurs de plus en plus.

Ce constat s'explique partiellement par la situation démographique de Bruxelles, en termes de concentration des individus belges d'origine non européenne, et par des facteurs institutionnels tels que l'augmentation de l'accessibilité à la naturalisation et les particularités du système électoral préférentiel qui permettent à l'électeur de voter pour plusieurs candidats au sein d'une liste et de les ordonner selon ses

préférences. Quoi qu'il en soit, le conférencier a fait remarquer que les votes des membres des minorités ethniques en faveur des représentants de leur communauté ne sont quantitativement pas suffisants pour expliquer leur sur-représentation. Pour l'expliquer, il a émis l'hypothèse qu'il existe un électorat de tenants de l'idéologie anti-raciste qui votent pour des candidats dont les noms ont une consonance étrangère afin de contrer la montée de l'extrême droite.

M. Bousetta a par ailleurs tenu à souligner que, même si l'on se représente souvent Bruxelles comme une ville bilingue où règne la cohabitation harmonieuse, il existe en réalité de virulentes revendications sur l'usage des langues de la part des minorités ethniques issues de l'immigration, et de la part de la minorité flamande ainsi que des francophones de la périphérie bruxelloise.

Le conférencier a montré que dans ce contexte de clivage linguistique, la représentation politique des minorités ethniques, loin d'être menaçante comme la perçoit une certaine frange de la population néerlandophone, est plutôt elle-même menacée, voire susceptible d'être évincée de l'espace politique.

M. Bousetta a conclu en distinguant la représentation politique numérique des minorités ethniques de la représentation effective de leurs intérêts, la seconde n'étant pas nécessairement assurée par la première; d'autant plus que simultanément à l'augmentation de la représentation politique numérique de ces minorités, l'extrême droite, on l'a vu, se voit elle aussi de plus en plus représentée.

Selon M. Bousetta, il faut faire la distinction entre la représentation politique numérique des minorités ethniques et la représentation effective de leurs intérêts.

À la suite de cette présentation, les chercheurs et étudiants présents ont manifesté leur intérêt pour le contexte politique et ethno-linguistique complexe de la ville de Bruxelles. La discussion que le conférencier a entretenue avec eux n'a pas manqué de soulever quelques pistes de réflexion comparatives mettant en perspective Bruxelles et Montréal. Aux termes de ces échanges, Hassan Bousetta a exprimé son projet de poursuivre des recherches comparables sur la ville de Montréal, au sein de laquelle les rapports politiques intergroupes lui semblent d'ores et déjà plus fluides et moins conflictuels.

*Emmanuel Kahn, 2^e cycle
Département d'anthropologie
Université de Montréal*



Racisme, citoyenneté et 'pôles identitaires' : expérience des jeunes Québécois de la deuxième génération haïtienne

Maryse Potvin, Ph.D., stagiaire postdoctorale au CEETUM
21 février 2003



Dans le cadre des conférences organisées par le Groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation, le CEETUM a accueilli, le 21 février 2003, Maryse Potvin, docteure en sociologie (EHESS, Paris) et boursière postdoctorale

(CRSH) affiliée au Programme de recherche sur le racisme et la discrimination, une des six équipes de recherche constitutives du CEETUM. La conférencière a présenté à l'auditoire une synthèse de son travail de doctorat qui s'intitule *L'appartenance et la participation dans un Québec en mutation. L'expérience de deux générations d'origine haïtienne au cours des années 1990.*

L'objectif de cette recherche est l'analyse de l'expérience sociale des personnes appartenant aux deux générations de Québécois d'origine haïtienne - les primo-migrants et la génération née au Québec ou encore arrivée en bas âge. Plus spécifiquement, elle vise à examiner l'articulation des différentes logiques de participation sociale et des ancrages d'identification individuelle et collective dans le but de cerner « l'impact différentiel des conditions de la participation sociale et des composantes pratiques du cadre de citoyenneté québécois » sur les manières dont ces individus conjuguent leurs identifications civiques, ethniques ou racisées, ainsi que leurs modes de participation à la société.

Fondamentale donc à cette problématique est la notion d'« expérience », telle que conceptualisée par François Dubet, que la chercheure rend opérationnelle dans son analyse de la capacité des acteurs d'articuler différentes logiques de participation et pôles d'appartenance. L'expérience sociale y est appréhendée comme « un processus d'émergence du sujet individuel et de l'acteur collectif », un « travail d'articulation de l'égalité et de l'identité, du spécifique et de l'universel » qui transforme les individus en citoyens actant. Se situant à l'interface de l'objectif (le chômage, la violence) et du subjectif (des façons de faire, sentir, se définir), l'expérience sociale de ces individus issus d'un groupe minoritaire reposerait donc autant sur les conditions de participation à la société majoritaire que sur « des ancrages, des héritages, des référents identitaires » propres à leur groupe.

La démarche méthodologique adoptée pour saisir ces diverses formes de participation sociale et d'appartenance identitaire est « l'intervention sociologique » qui reproduit certaines relations sociales significatives en « laboratoire ». À cette fin, cinq interventions sociologiques ont été effectuées, en deux étapes, soit au début et à la fin des années 1990, au cours desquelles les groupes appartenant à deux générations d'origine haïtienne ont rencontré des « interlocuteurs » représentant différents « territoires » de relations: le quartier, l'emploi, la vie politique, l'école, la police, les médias, etc. Le fait que ces interlocuteurs soient invités par les acteurs eux-mêmes constitue un aspect saillant de la démarche adoptée qui mise sur l'acteur et le sens que celui-ci attribue à ses propres actions et à celles des autres.

S'inscrivant dans la tradition de la sociologie actionnaliste développée par Alain Touraine, qui fut également directeur de thèse de Mme Potvin, la démarche méthodologique adoptée correspond aux objectifs de la recherche qui vont au-delà de la

simple énumération et de la description des affiliations et des référents identitaires des individus et entendent « saisir le travail des acteurs pour construire leur expérience », notamment lorsqu'ils entrent en contact avec les représentants des institutions majoritaires.

L'analyse des modes de construction d'une expérience sociale à travers ces interactions repose sur le postulat que ces situations sont enveloppées des rapports sociaux différenciés, des rapports majoritaires-minoritaires, qui sont fondateurs des catégories « ethnique, racisée, civique, nationale ». Les participants sont invités à réfléchir sur les

Pour la chercheure, fondamentale à la problématique est la notion d'« expérience », qui est rendue opérationnelle dans son analyse de la capacité des acteurs d'articuler différentes logiques de participation et pôles d'appartenance.

L'originalité de ce travail réside dans sa tâche de reconstitution du processus au cours duquel l'individu construit, comprend, attribue un sens et « recompose » son expérience à l'intérieur d'un système social où œuvrent des rapports inégalitaires, des normes et des représentations réciproques entre les groupes.

pôles. Les quatre pôles d'appartenance majeurs identifiés par la chercheure sont : le pôle communautaire (haïtien), le pôle « québécois », le pôle « Black » et le pôle générationnel. Bien entendu, ces pôles représentent des idéaux-types et, dans la réalité les pratiques identitaires témoignent d'une variabilité en fonction des enjeux et des intérêts qui se présentent au fil des interactions. À cet égard, il importe de souligner que le travail de Mme Potvin va plus loin que l'examen de la dynamique situationniste des pôles d'appartenance, grâce à son approche axée sur les impacts des rapports sociaux inégalitaires (majoritaires-minoritaires) dans l'organisation de l'identité collective et les modes de participation sociale. L'originalité de ce travail essentiellement actionnaliste, qui s'inscrit dans la sociologie des mouvements sociaux et appréhende l'expérience sociale comme « un travail des indi-



vidus pour concilier plusieurs pôles ou logiques d'action dans un rapport à soi, à l'autre et à l'histoire », réside dans sa tâche de reconstitution de ce processus au cours duquel l'individu construit, comprend, attribue un sens et « recompose » son expérience à l'intérieur d'un système social où œuvrent des rapports inégalitaires, des normes et des représentations réciproques entre les groupes.

Il ressort qu'en dépit de l'omniprésence des tensions entre différents pôles identitaires dans divers champs de la participation sociale, les individus peuvent concilier certains d'entre eux pour s'affirmer en acteur et organiser leur participation sociale. Un point intéressant qui mérite d'être soulevé est que la méthode d'enquête adoptée, soit l'intervention sociologique, participe ainsi clairement à la prise de conscience par les acteurs qu'une conciliation entre ces multiples pôles d'appartenance en tension est possible, ce qui leur permet de départir d'un discours anomique et d'agir, entre autres, contre les pratiques discriminatoires et racisantes qui fragmentent souvent les différentes formes de participation sociale mises en œuvre individuellement ou collectivement.

La richesse de l'approche développée par Mme Potvin réside en outre dans sa prise en compte de la dimension intergénérationnelle qui vise à comparer les similitudes et les différences observées dans la construction de l'expérience sociale de deux générations de Québécois d'origine haïtienne et à faire ressortir « l'impact des actions antérieures de la première génération sur les conditions, les 'héritages' et les projets de la seconde ». Il serait hautement souhaitable de voir fructifier, dans un proche avenir, ce travail substantiel en élargissant les bases de la comparaison à la différenciation selon le genre/sexe.

*Sirma Bilge, Ph.D.
Chercheure postdoctorale
Centre interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF)*

La religion à l'école : perception des parents des minorités religieuses

Micheline Milot, professeure au département de sociologie de l'UQAM

14 mars 2003

La religion à l'école... Vaste débat au Québec où les écoles ne sont officiellement déconfessionnalisées que depuis le 1^{er} juillet 2000 (Loi 118) alors que la question de la confessionnalité et de la laïcité de l'école est soulevée depuis les années 60. Avec une majorité de catholiques (86% de la population totale du Québec se déclare catholique) et de protestants (la minorité religieuse la plus importante), quelle perception les membres des autres groupes religieux peuvent-ils avoir de la religion à l'école alors que, tout en étant minoritaires, ils ont des enfants scolarisés dans un système scolaire public qui laisse encore une grande place aux religions catholique et protestante? Micheline Milot, professeure titulaire au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, a présenté le vendredi 14 mars 2003 un

L'importance des pratiques religieuses à l'école est variable et ne semble pas faire partie des priorités pour les groupes confessionnels minoritaires

portrait des perceptions et des attentes des minorités religieuses dans le cadre d'une conférence organisée par le Volet Education et Formation du Centre de recherche Immigration et Métropoles en collaboration avec le GREAPE et le CEETUM.

Le point de vue des groupes confessionnels minoritaires au sujet de

la religion à l'école a pu être analysé dans le cadre d'une enquête plus large intitulée « Les attentes sociales à l'égard de la religion à l'école publique ». Celle-ci a été réalisée en 1999 par Micheline Milot et Jean-Pierre Proulx au sein du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, mandaté en 1997 par la ministre de l'Éducation de l'époque, madame Pauline Marois. Ce groupe de travail avait pour objectif « d'examiner la question de la place de la religion à l'école, de définir les orientations pertinentes et de proposer des moyens en vue de leur mise en œuvre ». Cette enquête a constitué l'une des études annexes au Rapport Proulx publié par le Ministère de l'Éducation en 1999, qui a été le support de la réforme concernant la laïcité de l'École publique québécoise.

Cette enquête a été menée auprès d'un échantillon de 573 parents, présélectionné en fonction de la religion déclarée de l'enfant et représentatif des différents groupes religieux (« catholique », « protestante », « autres religions » et « sans religion »). La cueillette des données a été réalisée au moyen d'un questionnaire mis au point par les co-chercheurs « de manière à permettre aux parents répondant : 1) d'exprimer leur faveur ou défaveur, leur accord ou désaccord sur un certain nombre d'éléments ou de paramètres relatifs à la religion à l'école ; 2) de délibérer ensuite sur certains principes juridiques, sociaux ou éthiques susceptibles d'influer sur l'aménagement de la religion ; 3) enfin, de délibérer sur les différentes options d'aménagements institutionnels découlant de ces principes ».

Lorsqu'on s'intéresse plus particulièrement aux opinions du groupe « autres religions », on constate que le degré d'importance de la religion est beaucoup plus élevé dans ce groupe que dans n'importe quel autre. En partant de l'hypothèse que plus la religion est importante, plus il devrait y avoir une tendance à exprimer des attentes à l'égard de l'école publique, il est intéressant de constater que l'importance des pratiques religieuses à l'école est variable et ne semble pas faire partie des priorités pour les groupes confessionnels minoritaires. En effet, en ce qui concerne le rôle que l'école peut jouer dans l'éducation aux valeurs, on s'aperçoit que les valeurs sociales, morales et religieuses constituent des champs d'apprentissage distincts. Les parents expriment des attentes certaines au sujet des deux premières (94% et 95% des réponses), alors que l'enseignement des valeurs religieuses aurait une importance moindre avec seulement 38% des réponses pour les parents du groupe « autres religions ». On peut donc en déduire que la question de la foi religieuse chez les groupes minoritaires est associée à la sphère privée, contrairement aux catholiques pour qui la religion est l'affaire de l'école pour 68%



des parents interrogés. En ce qui concerne les objectifs souhaités de l'enseignement religieux à l'école, les parents des confessions minoritaires sont relativement favorables aux objectifs strictement confessionnels tels que l'encouragement à la pratique de sa religion ou l'enseignement des grandes vérités sur sa religion (à environ 60%), alors que des objectifs plus séculiers tels que la question du sens de la vie, la religion dans la société québécoise, l'histoire des religions du monde ou la tolérance envers différentes religions apparaissent comme prioritaires avec plus de 80% de réponses pour chacun d'eux. Cela confirme donc que

Globalement, l'enquête a révélé « une préférence certaine pour un modèle d'école laïque, c'est-à-dire fondée sur les valeurs communes aux citoyens et donc détachée des confessions religieuses. »

l'école doit jouer, aux yeux des parents des minorités religieuses, un rôle aux niveaux social et moral plus qu'au niveau religieux, leurs attentes principales étant de connaître les principes des autres religions et que leur propre religion soit connue et reconnue afin de ne pas avoir à subir les préjugés d'autrui et de pouvoir pratiquer leur religion ouvertement.

Cette enquête a aussi mis en valeur le fait que les parents des minorités religieuses considèrent que la connaissance des références religieuses de la majorité, à savoir les catholiques, fait partie du processus d'intégration au Québec. Les groupes minoritaires (dont les protestants) sont conscients que c'est à la majorité d'être vigilante pour reconnaître la place des autres, opinion que ne semblent pas partager les catholiques. Globalement, l'enquête a révélé « une préférence certaine pour un modèle d'école laïque, c'est-à-dire fondée sur les valeurs communes aux citoyens et donc détachée des confessions religieuses. »

Les résultats présentés lors de cette conférence ne se réfèrent qu'à un point précis de l'étude réalisée par Micheline Milot et Jean-Pierre Proulx, des précisions complémentaires peuvent être apportées par la lecture de l'étude complète (*Le Rapport Proulx* et les études réalisées, dont « Les attentes sociales à l'égard de la religion à l'école publique » qui sont consultables sur le site du ministère de l'Éducation <http://www.meq.gouv.qc.ca/REFORME/religion/inter.htm> .

Au terme de la conférence, les participants ont soulevé notamment le problème du biais méthodologique concernant le regroupement des religions minoritaires en une catégorie « autres religions ». Micheline Milot a précisé que même si cette catégorie est générale, les groupes minoritaires se retrouvent sociologiquement dans la même situation face à l'école publique, ce qui permet donc d'évaluer une tendance. De plus, des analyses croisées à l'intérieur de cette variable ont permis d'appuyer la validité de ce découpage. Il a enfin été suggéré que la question de la place de la religion dans les écoles cette fois privées pourrait donner lieu à une autre enquête.

Marilyn Joubert, 2^e
Université Stendhal, Grenoble

La migration et l'obsession des origines : la théorie de l'ethnicité et Autochtonie primordiale

Eugeen Roosens, professeur émérite en anthropologie sociale et culturelle de l'Université catholique de Louvain
11 et 18 mars 2003

Dans le cadre des activités liées à sa position comme titulaire de la Chaire en relations ethniques, la professeure Danielle Juteau a reçu, du 8 au 22 mars dernier, l'anthropologue Eugeen Roosens, professeur émérite en anthropologie sociale et culturelle à la Katholieke Universiteit de Leuven en Belgique. Les recherches du professeur Roosens s'orientent autour de deux axes, soit les relations entre migrants et non-migrants ainsi que les études sur les groupes autochtones. À ce titre, le professeur Roosens a conduit des recherches dans différents milieux, que ce soit en Belgique, au Québec dans la réserve des Hurons-Wendat ou encore au Zaïre. Durant son séjour à la Chaire en relations ethniques, le professeur Roosens a eu l'occasion à deux reprises de faire partager aux étudiants et chercheurs rattachés au CEETUM certains résultats de ses recherches.

Prônant une perspective théorique où les notions de culture et de groupe ethnique ne sont pas subordonnées l'une à l'autre, E. Roosens s'inscrit dans la mouvance des travaux en relations ethniques qui concluent à l'affirmation grandissante des appartenances ethniques et à l'émergence de nouvelles identités et frontières ethniques qui en découlent. Rejetant à la fois les perspectives primordialistes et celles qui croient inéluctables la disparition des appartenances ethniques en situation de modernité, son approche s'appuie sur des auteurs tels G. Devos, U. Hannertz ou encore G. Glazer et D. Moynihan. En ce sens, la perspective barthienne des frontières ethniques, fort prisée dans l'étude des relations ethniques, est quelque peu mise de côté ici au profit d'une approche qui tient compte des dimensions objectives de la culture et non seulement de ses aspects subjectifs. Partant de ces quelques éléments théoriques, E. Roosens a mené différentes études de terrain depuis 1968 et lors desquelles il a eu l'occasion notamment de mettre à profit la perspective méthodologique dite de l'autobiographie. De manière générale, ces études permettent de conclure que l'appartenance ethnique favorise la création d'une sphère d'égalité qui, non seulement permet la poursuite, sous d'autres formes, de l'appartenance ethnique dans le temps, mais qu'elle donne une impression d'invincibilité chez les membres du groupe.

Plus spécifiquement, de son étude sur les Hurons-Wendat de la région de Québec, le professeur Roosens conclut qu'en dépit

Les études du prof. Roosens permettent de conclure que l'appartenance ethnique favorise la création d'une sphère d'égalité qui, non seulement permet la poursuite, sous d'autres formes, de l'appartenance ethnique dans le temps, mais qu'elle donne une impression d'invincibilité chez les membres du groupe.



du fait qu'ils ont vécu une importante assimilation, ces derniers n'en considèrent pas moins que leurs caractéristiques culturelles sont toujours bien présentes. Dans cette optique, la poursuite de l'ethnicité permet au groupe de s'identifier et d'être identifié par les autres groupes, notamment les majoritaires. Des résultats similaires se retrouvent dans l'étude des jeunes Marocains de deuxième génération en Belgique. L'originalité de ses travaux, outre le fait qu'ils

L'originalité de ses travaux, outre le fait qu'ils mettent en scène des groupes singulièrement différents et aux trajectoires toutes aussi dissemblables, repose sur la volonté du chercheur à prendre en considération le point de départ et d'arrivée de la migration.

mettent en scène des groupes singulièrement différents et aux trajectoires toutes aussi dissemblables, repose sur la volonté du chercheur à prendre en considération le point de départ et d'arrivée de la migration. À titre d'exemple, une partie de la recherche portant sur la communauté marocaine de Belgique s'est aussi déroulée au Maroc, ce qui a permis d'identifier le maintien de certains traits culturels tout autant que la construction de nouvelles caractéristiques en situation de migration. De plus, les recherches du professeur émérite et de son équipe menées à Bruxelles et à Anvers font ressortir des distinctions importantes entre les premières et deuxièmes générations de

migrants, qu'ils soient d'origine marocaine, espagnole, turque ou italienne. De son enquête de terrain menée au sein des Luba et des Luluwa du Zaïre, groupes formés à partir des années 1950, M. Roosens soulignera qu'il s'agit là d'un cas probant où l'ethnicité, loin de relever d'une appartenance primitive quelconque ou encore de se lier à une histoire ancienne et lointaine, génère plutôt des formes organisationnelles propres aux sociétés complexes. Ces importantes études de terrain lui ont permis de mettre à l'épreuve nombre d'hypothèses et de postulats soulevés par différentes approches théoriques. En cela, les éléments théoriques dont s'est inspiré E. Roosens lors de ses présentations ont été élaborés en fonction des résultats de ses enquêtes de terrain.

Cette série de deux conférences a non seulement permis de mettre en relief l'importance des recherches comparatives dans la compréhension des phénomènes liés aux relations ethniques, mais également d'avoir une vue d'ensemble sur la manière dont théorie et recherche empirique peuvent s'alimenter l'une l'autre. De par ses nombreuses enquêtes de terrain et sa connaissance des diverses approches théoriques dans le champ des relations ethniques, le professeur Roosens a, nous semble-t-il, de nouveau fait la preuve de la pertinence d'une certaine interdisciplinarité pour la compréhension des relations ethniques.

Sébastien Arcand
Agent de recherche à la Chaire en relations ethniques
Université de Montréal

Communalisations ethniques post-migratoires : une typologie des contextes relationnels

Sirma Bilge, stagiaire postdoctorale au CRI-VIFF

22 avril 2003



Le 22 avril dernier, la Chaire en relations ethniques et le CEETUM recevaient Sirma Bilge, stagiaire postdoctorale au Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF). Madame Bilge a été invitée à exposer les principaux résultats théoriques de sa thèse de doctorat qui s'intitule *Communalisations ethniques post-migratoires : le cas des « Turcs » de Montréal*, et qu'elle a soutenue à la Sorbonne Nouvelle – Paris III en décembre 2002.

Après avoir présenté sa démarche méthodologique, la chercheuse s'est surtout concentrée sur l'évolution de sa problématique de recherche et sur la présentation du cadre théorique et des outils conceptuels permettant d'analyser les résultats de sa recherche. Nous reprendrons ici les principaux éléments de sa présentation.

L'absence de recherche sur la présence turque au Canada constituait un défi intéressant pour la chercheuse, qui a puisé à trois sources les données de sa recherche. Elle a en premier lieu mené des entrevues auprès de 54 immigrants (31 hommes et 24 femmes) originaires de Turquie et établis à Montréal. Elle a également fait de l'observation participante au cours de diverses activités publiques ou privées et a mené une recherche documentaire extensive.

Cette enquête a permis à la conférencière d'obtenir une foule de données de première main sur la communauté turque de Montréal. Un aspect important à souligner d'emblée est que cette population reflète l'hétérogénéité ethnique, confessionnelle et sociale de la société d'origine. Selon elle, la communauté serait traversée par une dichotomie interne importante. Les données de son terrain l'ont en effet amenée à diviser la communauté turque de Montréal en trois sous-groupes distincts : la cohorte des « anciens et assimilés », la cohorte des « demandeurs d'asile » et la cohorte plus floue des « autres », qui regroupe les personnes qui ne répondent pas aux caractéristiques principales de l'une des deux autres cohortes. La cohorte des « anciens et assimilés » est caractérisée par une immigration ancienne (surtout des années 50 et 60), une origine urbaine, un profil socioéconomique enviable, une forte anglicisation, une tendance à habiter certains quartiers nantis associés à la minorité anglo-québécoise et une valorisation de l'activisme patriotique turque (laïcisme, nationalisme, pro-étatisme). La cohorte des « demandeurs d'asile », quant à elle, se caractérise plutôt par une installation plus récente, une origine rurale, un profil socioéconomique plutôt défavorisé, une plus grande concentration de ses membres dans les arrondissements où la présence immigrante défavorisée est forte et par une



valorisation des normes traditionnelles (notamment certains préceptes reliés à l'islam : importance de la notion d'honneur, séparation de l'espace entre les sexes, endogamie, etc.). Ici, il est important de rappeler que ces caractéristiques ne sont pas exclusives mais qu'elles fédèrent plutôt un groupe qui peut, dès lors, attirer à l'intérieur de ses frontières sociales des migrants originaires de la Turquie même s'ils ne partagent pas tout à fait le même profil.

Si, au départ, la chercheuse privilégiait une posture théorique proche de l'empirisme, avec le travail de terrain et la recherche documentaire, la problématique a évolué, amenant Madame Bilge à passer à une approche plus constructiviste. Ainsi, l'objet d'investigation s'est donc déplacé du produit (la communauté turque de Montréal comprise comme un tout déjà organisé) vers le processus social qui le sous-tend (les mécanismes de développement de cette communauté en perpétuelle réorganisation). Cette évolution apparaît clairement dans le cadre théorique innovateur exposé à l'auditoire et qui présente une modélisation des facteurs participant aux processus de communalisations ethniques.

Cette transition majeure a poussé la chercheuse à, d'une part, « interroger les motivations sociales des individus à s'organiser

en communauté ethnique » et, d'autre part, à « examiner les mécanismes de cette organisation ». Dès lors, l'identification et l'analyse des facteurs participant aux

L'absence de recherche sur la présence turque au Canada constituait un défi intéressant pour la chercheuse

communalisations ethniques l'ont amenée à mettre au point une modélisation de ces éléments en fonction de trois contextes relationnels (dissociés pour des raisons analytiques). Ainsi, la communalisation ethnique — concept que la chercheuse emprunte à la sociologie wébérienne et qui est défini comme le processus de relations sociales induit par une orientation mutuelle des comportements en fonction d'une croyance partagée en une communauté d'origine réelle ou symbolique, qui conduit à un certain niveau d'organisation communautaire et implique certaines actions collectives (le plus souvent orientées politiquement) a été considérée par la chercheuse à l'intérieur de trois types de contextes relationnels: 1) les rapports majoritaires / minoritaires (en tenant bien entendu compte de la double majorité canadienne) ; 2) les rapports interminoritaires ; et 3) les rapports intracommunautaires. Pour chacun de ces contextes, la chercheuse a divisé les rapports selon trois niveaux : 1) l'ordre macrosocial ; 2) l'ordre microsociale (les relations interpersonnelles) et 3) l'ordre symbolique (les représentations sociales). Cette nouvelle modélisation a notamment permis à Sirma Bilge d'intégrer en un seul schéma des apports théoriques de Max Weber, de Danielle Juteau et de Fredrik Barth. Évidemment, toute cette démarche cherchait avant tout à rendre compte du processus de communalisation ethnique de façon nuancée et sans occulter les rapports de forces qui s'y tissent.

Mais prenons un des exemples que la chercheuse a utilisé pour exprimer la perméabilité des différents contextes relationnels influant sur les processus de communalisations ethniques chez les Turcs de Montréal : la controverse entourant

« l'affaire des Turcs ». En 1986, 2 000 demandeurs d'asile turcs sont arrivés à Montréal pour des motifs essentiels économiques et la moitié d'entre eux ont été expulsés par le gouvernement fédéral 18 mois après leur arrivée,

suscitant une controverse médiatique partout au pays. Cet événement, qui relève d'abord du contexte des rapports majoritaires/minoritaires et qui s'ancre dans un type de rapport macrosocial, a également eu des répercussions sur les rapports intracommunautaires, et ce, à plusieurs niveaux mais en particulier au niveau symbolique (représentations sociales) dans la mesure où des stéréotypes véhiculés des demandeurs d'asile par la couverture médiatique ont amené le groupe des « anciens » à se distancier de ces derniers, ce qui a conduit à une absence de solidarité intraethnique.

Sirma Bilge a terminé sa communication en expliquant le lien entre cette recherche et la recherche postdoctorale qu'elle vient de débiter et qui interroge précisément l'interaction entre les rapports majoritaires / minoritaires et les rapports intracommunautaires. Son sujet, qui porte sur le traitement judiciaire des cas de violence conjugale et intrafamiliale exercée à l'encontre des femmes issues des milieux dits ethnoculturels, permettra en outre d'articuler les rapports ethniques aux rapports sociaux de sexe, qui sont peu analysés en sociologie des relations ethniques.

*Karim Lebnan, M. A. (Histoire)
Université de Montréal*

IMMIGRATION et MÉTROPOLIS

Centre de recherche interuniversitaire de Montréal sur
l'immigration, l'intégration et la dynamique urbaine

sera l'hôte de la

Septième conférence nationale METROPOLIS

Du 25 au 28 mars 2004 à Montréal

Visitez notre site internet <http://im.metropolis.net>
pour obtenir l'information régulièrement mise à jour.



Denise HELLY

«**Social Cohesion and Cultural Plurality**» *Canadian Journal of Sociology*, Hiver 2003, pp. 7-14 19-42.

La notion de cohésion sociale renvoie à une définition de la société moderne comme intégrée et basée sur une communalité entre ses membres et sur leur responsabilité sociale. Elle insiste sur la nécessaire participation des individus aux affaires publiques, au marché du travail, à une communauté de vie et sur le développement d'un sens d'appartenance sociétale, autant de conditions pour accroître la confiance et la solidarité entre eux. Cet article discute de ces différentes idées et de leurs implications pour les minorités ethniques et nationales, notamment dans le cas canadien. Il montre comment la notion de cohésion sociale repose sur une conception déficiente de la démocratie, du capital social et du sens d'appartenance à une société en omettant les fondements structurels de la production et de la reproduction des inégalités et le rôle des contestations des relations de pouvoir, en limitant le sens du concept de capital social et en exigeant une allégeance à l'État et le partage de valeurs culturelles.

Danielle JUTEAU (dir.)

«**Social Differentiation. Patterns and Process**», Toronto, University of Toronto Press, 2003.

Avec une introduction, «*Introducing Social Differentiation*», pp. 3-24, et une conclusion, «*Differentiation, Social Policy, and Citizenship Rights*», pp. 253-260.

S'inscrivant dans le cadre du projet *Tendances sociales*, dont les travaux ont été coordonnés par Danielle Juteau, cet ouvrage collectif propose une analyse multidimensionnelle de la différenciation sociale, considérée ici comme un processus économique, politique, culturel et normatif contribuant à la production et à la reproduction des inégalités. Ayant un fondement matériel, ce processus est à l'origine de la construction des catégories sociales telles que le sexe-genre, l'ethnie, la race, l'âge et l'espace géographique. À partir d'un cadre conceptuel se démarquant des études traditionnelles, les analyses,

présentées en introduction par Danielle Juteau, explorent les pratiques sociales, les politiques et les idéologies qui produisent des formes distinctes d'inégalités en relation avec chacune de ces catégories sociales. Portant sur diverses facettes de la différenciation sociale, ces analyses montrent que celle-ci est liée à la hiérarchisation sociale; enracinée dans l'inégalité de pouvoir, de statut, de richesse, de biens et de prestige, elle affecte la répartition des ressources et des opportunités. À la fin de son introduction, Danielle Juteau met en évidence la façon dont ces différents aspects de la différenciation sociale s'entrecroisent et interagissent, alors que le sexe-genre, l'ethnicité, la race et l'âge se chevauchent et se renforcent mutuellement, produisant des catégories sociales hétérogènes et des frontières perméables. Précisant, dans sa conclusion, que le point de vue adopté dans ce volume s'inscrit en lien avec la tradition démocratique de la cohésion sociale et le paradigme du monopole des groupes, elle en examine les implications concrètes et prône la mise en place des droits de la citoyenneté pour atténuer les inégalités sociales au Canada.

Danielle JUTEAU

«**The Citizen Makes an Entrée : Redefining the National Community in Quebec**», *Citizenship Studies*, vol. 6, n° 4, 2002, pp. 441-458.

Cet article traite du projet de construction et de mise en oeuvre d'une citoyenneté québécoise par l'État du Québec. Considérant cet effort comme étant la plus récente phase d'un processus de définition des frontières dont l'origine remonte à la Révolution Tranquille, l'auteure affirme que la citoyenneté développée ici est ancrée dans une notion homogénéisée d'appartenance culturelle, puisque l'État québécois tente de définir une identité nationale "universelle" qui subordonnerait toutes les autres. Le modèle national de citoyenneté est préféré au modèle postnational, le modèle républicain au modèle pluraliste, le modèle non-différencié au modèle différencié, du moins en ce qui concerne l'identité culturelle. La langue est vue comme étant porteuse de la culture, mais aussi comme un bien commun menacé,

devant être protégé par tous les résidents du Québec. Ceci favorise la redéfinition d'un projet collectif moins orienté vers le passé et susceptible d'inclure les Canadiens non-francophones. Dans un contexte où les arguments en faveur des droits multiculturels et des identités postnationales différenciées demeurent très forts sur la scène internationale, il reste à voir si une telle stratégie paraîtra plus acceptable aux Canadiens non-francophones.

Damaris ROSE

M.-C. Dumas

Avec la collaboration d'A.-M. Fiore (2003) «**La population immigrée et les minorités visibles de la Ville de Montréal en 1996: Portrait cartographique sommaire**» [Document réalisé dans le contexte d'un partenariat entre le Bureau des relations interculturelles de la Ville de Montréal et l'Observatoire statistique du Centre de recherche interuniversitaire Immigration et métropoles]. Montréal : Ville de Montréal, Bureau des relations interculturelles.

Ce document est composé d'une série de cartes sur la population immigrée et sur la population faisant partie des minorités visibles, résidant dans les 27 arrondissements de la Ville de Montréal. Les données utilisées proviennent du recensement de 1996 (soit avant les fusions municipales) mais elles réfèrent à la nouvelle Ville de Montréal et à ses arrondissements. Il s'agit d'une compilation spéciale effectuée par Statistique Canada pour le Bureau des relations interculturelles de la Ville de Montréal et INRS-Urbanisation, Culture et Société, dans le contexte du Centre de recherche interuniversitaire, Immigration et métropoles en 2002. Le document comprend deux parties: 1- Cartographie de la population immigrée qui comprend des cartes de répartition de la population immigrée par période d'immigration, dans les cinq principaux pays et/ou six régions de naissance de la population immigrée; 2- Cartographie des minorités visibles qui comprend des cartes de répartition des principales minorités visibles sur le territoire de Montréal. Disponible au <http://osim.inrs-ucs.uquebec.ca>



Mohamed Fassi-Fihri

L'effet de la conjoncture économique sur l'établissement des immigrants à Montréal (2003)

Mémoire de maîtrise, département de démographie, Université de Montréal
Directeur : Jacques Ledent
Co-directeur : Jean Renaud

Ce mémoire traite de l'intégration des immigrants au marché du travail du pays d'accueil. L'hypothèse examinée est que l'obtention des cinq premiers emplois, facilitée par la possession de certaines caractéristiques individuelles recherchées sur le marché du travail, doit également être influencée par la situation économique de la région montréalaise où, de fait, s'établissent la très grande majorité des immigrants. De même, la conservation de ces emplois doit être liée à ces mêmes situations. À ce niveau, nous distinguons trois types de sorties : une sortie d'emploi pour toutes causes, une sortie d'emploi décidée par le répondant et une sortie imposée par l'employeur.

Afin de vérifier cette hypothèse, des analyses de survie sont appliquées à une cohorte d'immigrants arrivés en 1989 et suivis sur une période de dix ans. Le temps d'obtention et celui de la conservation des emplois sont expliqués au moyen de variables indépendantes reflétant d'une part, les caractéristiques individuelles et les caractéristiques des emplois obtenus par les immigrants concernés et, d'autre part, les fluctuations des conditions économiques au cours de la période d'observation. Les conditions économiques de chaque mois de la période couverte sont résumées par trois variables construites à l'aide d'une analyse factorielle faite sur une panoplie d'indicateurs économiques.

Les analyses démontrent que, toutes choses égales par ailleurs, la conjoncture économique a une influence sur le statut d'activité des immigrants. Un marché favorable permet un accès plus rapide aux emplois. À l'opposé, un déclin de l'économie ralentit cette transition. De plus, la situation économique joue sur la vitesse des sorties d'emplois. Les résultats indiquent qu'une économie prospère augmente les chances de **connaître une sortie d'emploi**, et, *contrario*, un ralentissement économique les diminue.

Cynthia Hamel

Représentations de l'intégration scolaire de l'élève immigrant au Québec chez des enseignants du primaire (2002)

Mémoire de maîtrise, département d'éducation et d'administration de l'éducation, Université de Montréal
Directeur : Guy Bourgeault

L'intégration scolaire de l'élève immigrant au Québec comporte des difficultés reliées au contexte sociohistorique et politique de la province, mais aussi à la reconstruction identitaire et à des acquis culturels fondamentaux. La performance académique d'un élève ainsi que sa capacité à établir et à maintenir des rapports harmonieux avec les autres reposent essentiellement, selon les écrits, tant sur sa connaissance et sa maîtrise du français que sur son appropriation, au quotidien, d'un ensemble de valeurs, de normes, de rôles, de sanctions, de modèles, d'idéologies et de symboles. Parmi les facteurs qui nuisent au processus d'intégration scolaire ou le facilitent, les représentations que s'en font les enseignants pourraient occuper une place substantielle.

La recherche exploratoire dont rend compte ce mémoire a pour objet les représentations de l'intégration de l'élève immigrant à l'école au Québec chez des enseignants du primaire. À cet égard, ont été identifiés et décrits les valeurs, les sentiments, les émotions, les idéologies, les concepts, les opinions et les orientations de comportements de 14 enseignants de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), rencontrés dans le cadre d'entrevues semi-dirigées individuelles. Les entretiens ont permis de colliger des éléments de définition ou des caractéristiques de l'intégration scolaire de l'élève immigrant, des facteurs qui y font obstacle ou qui lui sont favorables et des rôles attribués aux agents ou aux milieux de socialisation à qui en revient le mandat.

De l'analyse des données recueillies (transcription des verbatims, puis identification et regroupement des unités de sens pertinentes), il ressort que les enseignants se représentent l'intégration de l'élève immigrant à l'école québécoise, principalement comme la capacité à entrer en relation, tant avec les individus qu'avec la société d'accueil et sa culture. La langue est

envisagée davantage comme un moyen d'intégration qu'un élément de définition. Les parents et la famille, d'une part, et l'élève, d'autre part, s'avèrent deux autres facteurs d'importance. Les responsabilités vis-à-vis l'enfant en processus d'intégration sont assignées, à parts presque égales, aux pairs, à l'enseignant/ à l'école, à l'élève lui-même et aux parents/ à la famille. Le discours des participants varie selon divers éléments qui relèvent de leur vie personnelle et professionnelle, notamment leur sexe et la concentration ethnique de l'école dans laquelle ils travaillent. Les représentations dégagées s'expliquent, tantôt par un jeu de variables et des liens établis avec celles-ci (liens d'homogénéité ou de dépendance ou encore, un plausible reflet de la réalité), tantôt par un fil conducteur ou une cohérence entre les propos. Une interprétation des données est enfin tentée en prenant appui sur la notion de personne prévalant au sein d'une société individualiste, telle la société québécoise.

Catherine GIRARD-LAMOUREUX

L'influence des caractéristiques liées à l'entreprise et aux travailleurs sur l'usage prédominant du français dans les petites manufactures de la région de Montréal (2003)

Mémoire de maîtrise, département de sociologie, Université de Montréal
Directeur : Jean Renaud

Ce travail traite des mécanismes qui favorisent l'emploi prédominant du français chez les travailleurs des petites entreprises manufacturières de la région de Montréal. La littérature disponible étant essentiellement centrée sur les entreprises de grande taille qui, de par la loi, sont obligatoirement soumises au processus d'acquisition d'un certificat de francisation, la dynamique présente dans les entreprises de moins de 50 employés est conséquemment peu connue. Les données analysées proviennent d'une enquête réalisée par l'Office de la langue française (1999), sur la situation linguistique des travailleurs des entreprises manufacturières de la région de Montréal (RMR), comportant moins de 50 employés et sont traitées à l'aide d'une série de régressions logistiques. Les résultats permettent de conclure que les mécanismes à l'œuvre



dans les petites entreprises diffèrent passablement de ceux relevés dans la littérature, particulièrement dans la question du fonctionnement interne de la vie professionnelle. Le petit nombre de travailleurs présents engendrerait un rapport au travail différent de celui que l'on retrouve dans la grande entreprise, notamment à cause de la proximité entre les hauts dirigeants et les travailleurs.

Karim Lebnan

Itinéraires identitaires chez des immigrants libanais de Montréal : le cas de l'identité confessionnelle (2003)

Mémoire de maîtrise, département d'histoire, Université de Montréal

Co-directrice : Deirdre Meintel

Ce mémoire de maîtrise porte sur l'étude de l'identité confessionnelle des immigrants libanais de Montréal. Ce thème de recherche est motivé par trois éléments : premièrement par un débat séculaire sur la définition de l'identité libanaise; par des recherches qui affirment étonnamment que, même en contexte migratoire, les Libanais structurent leur identité autour de l'affiliation confessionnelle; et enfin, par l'exigence d'ouvrir davantage l'historiographie québécoise aux phénomènes migratoires et ethniques. Cette recherche pose comme hypothèse principale que l'identité des immigrants libanais de Montréal se dégage davantage de son affiliation confessionnelle en raison d'un environnement social, culturel, juridique et politique plus sécularisé. L'approche utilisée pour vérifier cette hypothèse s'inscrit dans une démarche d'histoire orale. Le corpus d'analyse de cette enquête est donc constitué par les histoires de vie de 11 immigrants libanais de Montréal de différentes affiliations confessionnelles. L'analyse du corpus démontre que l'identité des 11 immigrants libanais de Montréal que nous avons interviewés ne se structure pas, en premier lieu, à partir de l'affiliation confessionnelle. L'expérience vécue par les informateurs est plutôt marquée par le pluralisme - pluralisme dans la conception de la croyance religieuse, dans la pratique rituelle, pluralité des discours sur la religion et pluralisme confessionnel dans les unions de fait et les mariages observés. L'enquête atteste que l'environnement

montréalais participe à la déconfessionnalisation de l'identité des informateurs. Cette recherche souligne aussi que, déjà au Liban, beaucoup d'informateurs avaient une certaine inclination en faveur du pluralisme. Cette enquête confirme que l'identité procède par juxtaposition : l'identité de tous les informateurs est complexe, plurielle et ne se hiérarchise jamais de la même manière. Ainsi, cette recherche conforte l'idée qu'il n'est pas possible d'essentialiser les identités, que les identités sont multidimensionnelles et qu'elles sont continuellement en interaction avec leur environnement social, juridique, culturel et politique.

Annie Montreuil

Orientations d'acculturation des communautés d'accueil francophones et anglophones au Québec envers des immigrants « valorisés » et « dévalorisés » (2003)

Thèse de doctorat, département de psychologie, Université du Québec à Montréal

Directeur: Richard Bourhis

On reproche souvent aux modèles d'acculturation conventionnels de ne pas tenir compte de l'impact qu'ont les attitudes de la majorité d'accueil sur l'adaptation des immigrants à la culture d'accueil. Le Modèle d'acculturation interactif (MAI) a été proposé afin de mieux rendre compte des relations entre les immigrants et les membres de la majorité d'accueil en fonction de leurs orientations d'acculturation respectives (Bourhis, Moise, Perreault & Senécal, 1997). Cette recherche doctorale explore les orientations d'acculturation de deux communautés d'accueil au Québec, les francophones et les anglophones, envers des immigrants « valorisés » et « dévalorisés ».

Deux études corrélationnelles ont été effectuées sur le terrain, l'une auprès de 637 collégiens québécois francophones et l'autre auprès de 401 collégiens québécois anglophones. Ces deux études ont démontré que les répondants endossaient les orientations intégrationniste et individualiste plus fortement que les orientations assimilationniste, ségrégationniste et exclusionniste. De plus, les collégiens étaient plus intégrationnistes et individualistes, et moins assimi-

lacionnistes, ségrégationnistes et exclusionnistes envers les immigrants valorisés (ex.: immigrants français, britanniques) que dévalorisés (ex.: immigrants haïtiens, indo-pakistanaïes). Conformément aux résultats de l'enquête nationale de Berry et Kalin (1995), à niveau d'éducation égal les anglophones étaient plus intégrationnistes et individualistes et moins assimilationnistes que les francophones. Les attitudes plus accueillantes des anglophones comparativement à celles des francophones ont été corroborées par les résultats obtenus auprès des immigrants qui fréquentaient les mêmes classes que nos répondants. Les immigrants qui fréquentaient les collèges anglophones (N=495) semblaient bien intégrés à la communauté d'accueil anglophone alors que les immigrants qui fréquentaient les collèges francophones (N=105) n'ont pas exprimé de préférence marquée pour la communauté d'accueil francophone. Contrairement à nos hypothèses, fréquenter un collège multiethnique, où les opportunités de contacts avec les immigrants sont plus courantes, plutôt que de fréquenter un collège ethniquement homogène ne semblait pas influencer les orientations d'acculturation des collégiens des communautés d'accueil francophone et anglophone. Enfin, les profils socio-psychologiques des orientations d'acculturation étaient semblables pour les deux communautés d'accueil, ce qui supporte la validité de construit de l'Échelle d'acculturation de la communauté d'accueil (EACA; Bourhis et al., 1997).

Les immigrants qui s'installent au Québec font face à deux communautés d'accueil plus ou moins rivales selon la saillance des tensions linguistiques qui animent la majorité québécoise francophone et la minorité d'accueil anglophone. Lorsque les nouveaux arrivants sont appelés à prendre parti pour l'une ou l'autre des communautés nationales, les tensions intergroupes entre communautés d'accueil sont susceptibles d'influencer les orientations d'acculturation des membres des communautés d'accueil envers les immigrants.

De nouveaux chercheurs se joignent au CEETUM

(suite de la page 1)

Family Studies, McGill) et Daniel Weinstock (Philosophie, UdeM et titulaire de la Chaire de recherche en éthique et philosophie politique), ont été nommés membres réguliers du CEETUM pour une période de trois ans. Jacques Ledent (INRS-Urbanisation, Culture et Société) et Carolle Simard (Science politique, UQAM) ont également été nommés membres associés. La nomination de M. Weinstock fait porter à quatre le nombre de titulaires de Chaires de recherche, membres du CEETUM, avec Richard Bourhis (Chaire Concordia-UQAM en études ethniques), Morton Weinfeld (Chaire en études ethniques canadiennes, McGill) et Marie McAndrew (Chaire en relations ethniques, UdeM). Il est à noter que 15 chercheurs membres ont également vu renouveler leur affiliation au Centre. Certains chercheurs affiliés au CEETUM pour la période couverte par la subvention FCAR-Centre se sont orientés vers d'autres champs de recherche, ont quitté le monde académique pour l'administration publique ou ont tout simplement pris leur retraite. Au cours de la prochaine année, le CEETUM compte profiter de la nomination de ces nouveaux chercheurs aux profils disciplinaires variés pour stimuler la formation de nouvelles équipes de recherche.

Des projets de recherche prometteurs

La qualité scientifique de nos chercheurs a été encore une fois reconnue aux derniers concours auprès d'organismes subventionnaires. Plusieurs d'entre eux ont obtenu

d'importantes subventions de la part du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FORSC) et du Conseil canadien de recherche en sciences humaines (CRSH). Nos membres ont connu beaucoup de succès au nouveau programme sur la Recherche innovante (FORSC). C'est le cas de Deidre Meintel et Marie Nathalie Leblanc, avec leur projet sur la *Transmission culturelle et identitaire chez les jeunes couples mixtes*, de Christopher McAll pour la recherche *Rapports producteurs de pauvreté et stratégies innovatrices d'intervention* et de Jean Renaud et Victor Piché pour *Les mécanismes d'insertion aux communautés francophones et anglophones*. Fasal Kanouté a obtenu du financement au programme Établissement des nouveaux chercheurs (FORSC), pour son projet sur *L'Insertion sociale en classe d'élèves du primaire issus de l'immigration récente à Montréal, leur profil académique et leur socialisation familiale*. Denise Helly s'est également vu attribuer une subvention CRSH, par le biais du programme Initiatives de développement de la recherche, pour son projet sur *Les défis de l'intégration des personnes de culture islamique au Québec et au Canada*. Danielle Juteau (projet : « La sociologie des relations ethniques dans le système-monde : bilan comparatif, analyse théorique ») et Micheline Milot (Projet : *Religions minoritaires, les droits et la citoyenneté*) se sont également vues accorder des subventions ordinaires de recherche de l'organisme subventionnaire fédéral. Quelques résumés des projets de recherche subventionnés sont publiés dans ce numéro de *Convergences*. Félicitations à tous les récipiendaires !

Nouveaux chantiers (suite de la page 4)

Études (Sorbonne) et du CNRS. Les principaux objectifs sont les suivants : 1) Que nous révèlent les principaux types de requêtes formulées par les groupes religieux minoritaires et portées devant les tribunaux, sur les conflits de normes entre minorités religieuses et majorité et sur les tensions entre conservation des particularismes et intégration sociale ? 2) Quelle production théorique découle-t-il des interprétations juridiques, en matière de liberté de religion, de droit à la différence, de conception de la citoyenneté et du pluralisme et ce, par les différents ordres judiciaires ? 3) La reconnaissance – juridique et politique – des particularismes religieux encourage-t-elle une fragmentation de l'espace social au détriment d'une commune appartenance citoyenne ou peut-elle, au contraire, favoriser certaines formes de participation à la vie démocratique et aux institutions publiques ?

Jean Renaud et Victor Piché, *Les mécanismes d'insertion aux communautés francophone et anglophone* FORSC - Recherche innovante, 2003-2005

Ce projet de recherche vise à comprendre les mécanismes d'orientation et d'insertion des nouveaux immigrants à l'une ou l'autre des communautés linguistiques de Montréal. Plutôt que d'étudier l'acquisition du français ou de l'anglais par les

immigrants et l'effet de ces connaissances sur l'insertion au marché du travail, Jean Renaud et Victor Piché entendent examiner l'insertion aux communautés francophones en s'attardant à l'étude des réseaux sociaux. C'est dans la perspective de la sociologie du langage que les chercheurs aborderont l'insertion à une communauté linguistique, celle-ci étant un groupe social avec ses réseaux, ses pouvoirs et ses rapports inégaux avec d'autres groupes. Dans le cadre de ce projet, J. Renaud et V. Piché utiliseront, d'une part, des méthodes d'analyse des transitions multiples et des modèles qui permettent de préciser l'effet du temps et, d'autre part, une méthode d'analyse de l'évolution d'états au fil du temps. La configuration des usages linguistiques dans chacune des dimensions du réseau social des immigrants après dix ans d'établissement sera d'abord évaluée. La recherche retracera ensuite les processus à l'œuvre dans l'insertion à une communauté linguistique. Enfin, les chercheurs compareront les mécanismes d'insertion dans les grands centres d'immigration du Canada. L'enquête longitudinale sur l'établissement des nouveaux immigrants et l'enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada seront les principales sources d'information de cette recherche.

**Jean Renaud**

Directeur du Centre d'études ethniques (CEETUM)

Marie Mc Andrew

Titulaire de la Chaire en relations ethniques (CRE)
Coordonnatrice du Groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation (GREAPE)

Michel Laurier

Directeur du Centre de langues patrimoniales (CLP)

Christopher McAll

Directeur du Programme de recherche sur le racisme et la discrimination (PRRD)

Deirdre Meintel

Directrice du Groupe de recherche ethnicité et société (GRES)

Annick Germain

Coordonnatrice de l'Équipe ville/quartier

Françoise Armand

Directrice d'Immigration et métropoles

Personnel de recherche et de soutien

Sébastien Arcand, Francine Lemire
agents de recherche, Chaire en relations ethniques
(514)343-7096

Marie-Hélène Chastenay, agente de recherche, GREAPE
(514)343-6111 poste 4052

Sylvie Fortin, coordonnatrice, GRES
(514)343-6111 poste 3803

Khatoune Témisjian, coordonnatrice, CLP
(514)343-5695

Philippe Allard, agent de recherche, CEETUM
(514)343-6111 poste 5374

Juliette Gosselin, agente de secrétariat, CEETUM
(514)343-7244

Chantale Simard, adjointe administrative, CEETUM
(514)343-6111 poste 4036

Immigration et métropoles
(514)343-7246

Comité de rédaction de *Convergences*:

Philippe Allard, Juliette Gosselin, Jean Renaud,
Khatoune Témisjian

Comment nous rejoindre

Centre d'études ethniques
des universités montréalaises (CEETUM)

C.P. 6128, succursale Centre-ville

Montréal (Québec), H3C 3J7

Téléphone : (514) 343-7244

Télécopieur : (514) 343-7078

Courrier électronique : ceetum@umontreal.ca

Site web : www.ceetum.umontreal.ca

ISSN : 1496-4791

**Bilan exceptionnel de Danielle Juteau
à la Chaire en relations ethniques**

(suite de la page 3)

s'intéresse aux relations entre les anciennes majorités d'ethnicités canadienne-française et canadienne-anglaise.

Après douze ans comme titulaire de Chaire, qui lui ont permis de contribuer largement au développement du champ des relations ethniques au Québec, Danielle Juteau cède maintenant sa place à Marie Mc Andrew dont les nombreuses réalisations comme directrice du GREAPE et ancienne directrice d'Immigration et Métropoles laissent présager un programme tout aussi dynamique que celui de sa prédécesseure.

Francine Lemire

Agente de recherche

**Appel de candidature
pour une bourse postdoctorale**

Pour un stage de recherche allant du 1er octobre 2003 au 30 avril 2004 au Groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation (GREAPE).

Le projet proposé doit s'inscrire sous l'un ou l'autre des quatre axes constituant le proramme de recherche de l'équipe et qui sont identifié ainsi :

Axe 1 – Les conceptions de la citoyenneté et les représentations réciproques

Axe 2 – Les structures scolaires, les frontières ethniques et leur dépassement

Axe 3 – Les initiatives de rapprochement et les programmes scolaires

Axe 4 – La spécificité de l'insertion scolaire des immigrants dans un contexte de divisions intercommunautaires.

La bourse est d'un montant de 15 000\$ et sera remise en trois versements, dont le dernier est conditionnel à la remise par le ou la candidat(e) de son rapport de recherche rédigé en français ou en anglais.

Pour être admissible, le/la candidat(e) doit posséder des compétences à communiquer en français, avoir déposé ou soutenu sa thèse avant de commencer le stage et fournir les documents suivants : 1) une lettre dans laquelle il ou elle explique ses motivations à effectuer un stage à Montréal au sein de l'équipe et en quoi son projet pourrait enrichir les travaux déjà menés au GREAPE, 2) un CV, 3) un projet de recherche comportant une problématique, un aperçu méthodologique et un échéancier (3 pages maximum incluant la bibliographie), 4) une lettre de recommandation d'un chercheur connaissant bien ses travaux.

Date limite : 31 août 2003. Faire parvenir la candidature à : Marie-Hélène Chastenay, GREAPE, Centre d'études ethniques, Université de Montréal, C.P. 6128, Succursale Centre-ville, Montréal (Québec), H3C 3J7, Canada. Pour plus d'information sur le GREAPE, consultez le site www.ceetum.umontreal.ca.